PLANNING FAMILIAL INTERNATIONAL: RAISONS DU PROGRAMME

ALLOCUTION PRONONCEE PAR

M. PETER MCPHERSON, ADMINISTRATEUR

AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

DEVANT

L'AMERICAN ENTREPRISE INSTITUTE

LE 25 NOVEMBRE 1985

A. INTRODUCTION

Il y a environ vingt ans débutait une prise de conscience croissante des taux élevés d'accroissement de la population de nombreux pays en développement. En fait, les taux d'accroissement de population dans bon nombre de pays pauvres atteignent aujourd'hui jusqu'à trois ou quatre pour cent par an, ce qui contraste avec le rythme beaucoup plus lent que les pays en développement ont connu il y a seulement quelques décennies. Les nouveaux taux d'accroissement, survenus récemment résultent d'une mortalité plus faible qui ne s'accompagne pas de réductions de la fécondité. Les organismes donateurs peuvent être fiers du rôle qu'ils ont joué en améliorant considérablement l'état sanitaire dans les pays en développement.

Je suis sûr que vous n'avez pas tous la même opinion sur la question de l'accroissement de population. Certains croient que les taux d'accroissement élevés du moment constituent une

crise globale; d'autres sont tout aussi convaincus qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Depuis quelque temps, ces divergences d'opinions font l'objet de discussions animées quant au rapport entre l'accroissement de population et la croissance économique, et l'avortement.

Ces discussions ont été caractérisées par des convictions profondes et souvent polarisées, discussions au cours desquelles il n'a toutefois pas été tenu compte des raisons les plus importantes d'établir des programmes de planning familial. En particulier, on s'est peu préoccupé des intérêts des familles et des individus. Ceci est regrettable étant donné que l'existence ou l'absence de services de planning familial est d'une importance énorme pour certaines familles et individus dont les intérêts peuvent être classés en trois catégories:

- 1) désir des couples de décider de la dimension de leur famille et de l'espacement des naissances;
- 2) survie maternelle et infantile;
- 3) réduction du nombre des avortements.

B. LE DROIT DE DECISION QUI REVIENT A LA FAMILLE DE DECIDER

Le droit qu'ont les ménages de décider de la dimension de leur famille et de l'espacement de leurs enfants a été énergiquement réaffirmé par consensus international à la Conférence internationale sur la population qui s'est tenue à Mexico en 1984. Les gouvernements ne devraient pas dicter aux couples le nombre d'enfants qu'ils peuvent avoir. Cependant, les services de planning familial devraient être encouragés afin que le peuple ait réellement le choix, s'il le désire, d'avoir moins d'enfants.

Les familles prennent des décisions dans leur propre intérêt compte tenu de leur situation sociale et économique ainsi que de leur religion. Le changement, y compris l'urbanisation et un taux plus faible de mortalité infantile, a créé une nouvelle situation pour des millions de familles à travers le monde en développement. Autrefois, la majorité des familles voulaient beaucoup d'enfants dont elles avaient besoin pour aider à la production agricole et pour être sûres qu'un nombre suffisant d'enfants survivrait pour s'occuper des parents sur leurs vieux jours. Cinquante pour cent au moins des populations de nombreux pays en développement vivent maintenant dans les villes et il existe même une très forte tendance à l'urbanisation en Afrique. En outre, un grand nombre d'enfants, qui autrefois seraient morts, vivent encore du fait de l'existence

de services médicaux améliorés. En conséquence, le monde est tout simplement bien différent pour de nombreux ménages qui ont besoin d'une famille moins nombreuse et veulent moins d'enfants.

D'autre part, beaucoup de ménages estiment que s'ils ont une famille moins nombreuse ils peuvent faire davantage pour chacun de leurs enfants en leur assurant, par exemple, une meilleure éducation. Dans bien des régions du monde en développement les couples ont huit ou neuf enfants ou même davantage. Lorsque les ressources financières et émotionnelles de ces familles sont réparties entre les enfants, il en résulte souvent que les enfants sont sous-alimentés et que les ménages ne disposent que de peu d'argent pour l'éducation et les soins médicaux de chaque enfant. Les services de planning familial donneraient à ces couples la possibilité, que beaucoup n'ont pas à l'heure actuelle, de répartir les ressources de la famille entre un plus petit nombre d'enfants. Nous pouvons discuter de l'incidence qu'a l'accroissement de population sur la croissance économique d'un pays, mais il ne fait aucun doute qu'un grand nombre de ménages estiment qu'ils peuvent faire davantage pour chaque enfant s'ils ont une famille moins nombreuse.

Opter pour une famille moins nombreuse semble être tout à fait normal pour les familles américaines. J'ai le sentiment que la

plupart d'entre nous sont heureux de disposer des renseignements et des services qui leur permettent de décider de la dimension de leurs familles et de l'espacement des naissances, et il en sera de même pour nos enfants. Nous ne devons pas oublier que ces services n'existent pas pour des millions de familles dans le Tiers-monde. Le désir non satisfait des familles du Tiers-monde d'avoir moins d'enfants n'est pas une simple spéculation occidentale. Certaines enquêtes indiquent qu'un grand nombre des femmes qui aimeraient espacer les naissances ou limiter la dimension de leur famille ne peuvent le faire étant donné qu'il n'existe pas de services. Le pourcentage de ces femmes est le plus élevé dans les régions où les services sont rares - 67 pour cent au Bangladesh où seulement 13 pour cent des couples utilisent des contraceptifs; 22 pour cent au Costa Rica où 65 pour cent des couples utilisent des contraceptifs^{1/}. Un projet soigneusement contrôlé, réalisé dans la région de Matlab Thana au Bangladesh, a montré que lorsque de bons services de planning familial volontaire étaient mis à la disposition des pauvres ruraux, le pourcentage d'utilisation des contraceptifs était passé de 6,9 à 35 pour cent^{2/}.

C. SANTE ET SURVIE MATERNELLES ET INFANTILES

La santé et la survie maternelles et infantiles constituent une autre raison importante pour le planning familial. Nous savons

que l'une des conséquences les plus graves des naissances nombreuses et successives est la mort d'un plus grand nombre d'enfants et de mères. Des enquêtes sur la mortalité infantile effectuées dans 26 pays ont confirmé que le risque de décès d'un enfant qui naît dans les deux ans qui suivent une autre naissance est deux fois plus grand que celui d'un enfant qui naît après un intervalle de deux ans ou plus. De plus, le risque de décès d'un enfant plus âgé est plus grand si un autre enfant naît dans les deux ans qui suivent^{3/}. On estime qu'un espacement des naissances d'au moins deux ans réduirait de 21 pour cent le nombre des décès chez les enfants de moins de quatre ans^{4/}.

La santé maternelle est également affectée par le nombre et l'espacement des naissances ainsi que par l'âge de la mère. Jusqu'à 200 000 mères meurent annuellement du fait que trop de grossesses surviennent trop tôt ou trop tard dans la période de procréation^{5/}.

Ces statistiques impressionnantes prouvent que le planning familial sauve des vies: c'est un élément d'une importance critique pour la survie maternelle et infantile. Solidement appuyée par le Congrès l'Administration a incorporé dans son programme d'aide aux nations étrangères une importante composante sanitaire, portant principalement sur les interventions

visant à sauver des enfants, par exemple les immunisations et la réhydratation orale. Il est logique d'inclure, dans les efforts que nous déployons en matière de santé, la promotion d'un service de planning familial.

D. REDUCTION DU NOMBRE DES AVORTEMENTS

La troisième justification du planning familial est la réduction du nombre des avortements . Lorsque les couples veulent moins d'enfants et qu'il n'existe pas de services de planning familial ils ont souvent recours à l'avortement. Ceci est vrai, que l'avortement soit légal ou non. On estime à plus de 25 millions les avortements provoqués chaque année dans les pays en développement par rapport à 113 millions de naissances^{6/}. Il ressort des indications provenant de certains pays d'Amérique latine et d'Asie qu'une femme sur trois a eu un avortement. Une grande partie de ces avortements auraient été évités si des services de planning familial avaient existé. L'administration de la Sécurité sociale mexicaine estime que depuis que des services de planning familial ont été créés, en 1972^{7/}, 360 000 avortements ont été évités. Au Chili, le nombre des femmes cherchant à obtenir des soins dans les hôpitaux, pour complications à la suite d'avortements illégaux, a sensiblement diminué après 1965 depuis que des services de planning familial modernes ont commencé à être largement accessibles^{8/}.

Au seul vu de ces trois besoins, à savoir le désir des ménages de décider du nombre et de l'espacement des naissances, la survie maternelle et infantile et la réduction du nombre des avortements, je crois que l'aide aux programmes de planning familial est nécessaire.

E. CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

J'aimerais maintenant vous entretenir du rapport qui existe entre la croissance économique et l'accroissement de la population. Ce rapport a récemment fait l'objet d'une polémique. La discussion a eu tendance à être marquée par deux extrêmes.

D'aucuns soutenaient que la rapidité des taux d'accroissement de population constitue une crise mondiale et l'une des raisons primordiales pour lesquelles on n'a pu faire davantage de progrès dans le Tiers-monde. Certains autres avaient une idée moins catégorique de cette crise en raison du déclin des taux de fécondité dans plusieurs pays et du fait reconnu que les ressources humaines et les innovations techniques assurent une réponse décisive aux besoins d'une population en expansion.

Malheureusement, une étude approfondie des données n'a pas permis d'éclaircir pleinement le rapport qui existe entre l'accroissement de population et la croissance économique. Le

fait est qu'il est difficile de séparer les taux d'accroissement de la population de tous les autres facteurs affectant la croissance économique. Il semble pourtant qu'un certain nombre des pays qui ont bénéficié d'une croissance économique soutenue ces dernières décennies possédaient également des services de planning familial largement répandus et efficaces et que leurs taux d'accroissement de la population étaient réduits. Je pense par exemple aux pays du Pacifique comme la Corée, Taïwan, Singapour, Hong Kong et autres pays. Nous ne savons pas exactement dans quelle mesure les réductions d'accroissement de la population qui se sont produites dans ces pays sont dues à la croissance économique ni, d'autre part, quel rôle les taux réduits d'accroissement de population ont joué dans la croissance économique. Quoi qu'il en soit, dans les pays du Pacifique, l'existence de services de planning familial, les taux modérés d'accroissement de la population et une croissance économique soutenue semblent aller de concert. Par contre, dans un certain nombre de pays, les taux d'accroissement de population sont élevés et la croissance économique est lente. La situation en Afrique est particulièrement remarquable. Dans de nombreux pays, la croissance par habitant a longtemps été négative, et les taux d'accroissement de population ont été très élevés.

Permettez-moi de reprendre les arguments de ceux qui affirment que des taux très élevés d'accroissement de la population

réduisent la croissance économique dans certains pays. Ils soutiennent qu'un pays pauvre qui possède un taux trop élevé d'accroissement de population ne peut faire d'investissement dans les domaines de l'éducation, de la santé, et autres, du fait du nombre toujours croissant d'enfants. Certains avancent également que les taux d'accroissement de la population peuvent aggraver la dégradation des terres.

D'autres prétendent qu'avec le temps les pays pourraient s'adapter aux pressions démographiques; en fait, que la pression stimulerait peut-être, dans une large mesure, l'innovation et la croissance. Il me semble que ceux qui considèrent que les pays peuvent s'adapter doivent assumer un certain degré de souplesse politique. Il se peut qu'ils sous-estiment, par exemple, les conflits tribaux, l'exploitation urbaine d'une majorité rurale d'un grand nombre de pays africains, la famine, etc. D'autre part, il se peut que ceux qui considèrent que tous les pays peuvent s'adapter ne soient pas réalistes lorsqu'ils jugent la possibilité qu'ont les sociétés relativement primitives d'obtenir des innovations techniques.

En bref, il se peut que la situation soit si grave que des ajustements raisonnables ne surviendront pas en temps voulu et que les pays s'enfonceront tout simplement plus profondément dans la pauvreté.

Parlons maintenant du développement économique. J'estime que certains éléments sont nettement nécessaires pour obtenir une croissance économique - éléments qui remportent un consensus de plus en plus grand.

Le premier élément consiste en des politiques économiques orientées vers un marché solide, sans lesquelles les aspirations économiques et sociales des pays ne peuvent être réalisées.

Par ailleurs, il y a plusieurs autres éléments dont les pays ont habituellement besoin pour parvenir à une croissance soutenue. Parmi les plus importants, citons le développement des ressources humaines, l'éducation et la formation. Le Dr Theodore Shultz, lauréat du Prix Nobel, a documenté le rôle des ressources humaines dans la croissance économique. La technologie est un autre élément d'importance critique. Sans la révolution verte il se pourrait très bien que l'Inde souffre encore d'une terrible famine au lieu d'être plus ou moins indépendante en ce qui concerne sa production céréalière. Ce n'est pas par hasard que l'Afrique, avec sa faible croissance économique, a un taux d'analphabétisme très élevé ; elle aurait besoin de sa propre révolution verte.

J'aimerais signaler que l'A.I.D. a fait tous ses efforts ces cinq dernières années pour favoriser des politiques économiques

stables et qu'elle consacre des sommes considérables à la formation et à la recherche dans le Tiers-monde.

En effet, des politiques économiques stables et des efforts déployés pour favoriser le développement sont d'une importance critique pour la croissance économique.

Cependant, comme je l'ai déjà dit, le planning familial a, ces dernières années, été inclus dans des programmes exécutés avec succès par certains pays importants. Compte tenu de ces faits, j'estime que des politiques économiques et démographiques saines sont les éléments mutuellement favorables des plans nationaux de croissance économique. Telle a été la position prise par l'Administration Reagan à Mexico, position que nous maintenons toujours.

Comme je l'ai déjà déclaré, j'estime que nous devrions appuyer des programmes solides de planning familial dans l'intérêt des familles et des individus. Je crois qu'à lui seul cet intérêt justifie le programme, même si ce dernier n'a aucun effet sur la croissance économique. L'impact de l'accroissement de population sur la croissance économique est discutable. Mais presque personne ne soutient que le planning familial nuit à la croissance économique et il est très rare d'entendre qu'un rythme d'accroissement de population très rapide contribue à la

croissance économique. Quoi qu'il en soit, je pense que les remarques que j'ai faites précédemment au sujet de l'Asie et de l'Afrique montrent qu'il y a gros à parier que l'usage du planning familial sert la croissance économique.

Je reconnais que les ordinateurs ne donnent pas une réponse précise mais, lorsque je voyage à travers le monde et que je visite Lagos, Mexico et Dhaka, je suis prêt à faire le pari.

F. APPUI POUR LE PLANNING FAMILIAL

Au cours de l'année fiscale 1985, l'A.I.D. a contribué 290 millions de dollars (2,5 pour cent du budget total en matière d'aide économique) à l'aide au planning familial international par rapport à 190 millions de dollars en 1981. Cette Administration a toujours demandé au Congrès d'approuver, pour le planning familial, une aide égale ou supérieure à celle de l'année précédente. L'engagement que nous avons pris ne saurait être mis en question. Je suis persuadé que ces fonds sont employés utilement. Même avec une aussi faible partie de notre budget nous avons permis à des millions de familles d'atteindre leurs propres objectifs.

Permettez-moi maintenant de passer à la question de l'avortement. Cette Administration s'est toujours opposée à l'avor-

tement comme méthode de planning familial et a toujours vivement encouragé l'existence de services de planning familial volontaire. L'A.I.D. s'est donnée pour but d'administrer cette double politique d'une manière équitable et raisonnable. Nous avons été pris entre deux feux politiques. Les groupes en faveur de la famille et ceux qui soutiennent le planning familial ne se sont jamais fait pleinement confiance, de sorte que l'A.I.D. s'est trouvée entre l'enclume et le marteau. Cependant, j'estime que nous avons fidèlement suivi les deux politiques. Nous avons appliqué nos positions contre l'avortement et pour le planning familial aux circonstances particulières de notre programme. Soyez sûrs que nous poursuivrons notre double politique. J'invite sincèrement les groupes en faveur de la famille à examiner soigneusement les résultats que nous avons obtenus en nous opposant à l'avortement. Je prie également les groupes en faveur du planning familial de noter que l'Administration Reagan a toujours demandé au Congrès d'approuver, au titre du planning familial, des crédits égaux ou supérieurs à ceux qui avaient été réduits l'année précédente. Ce programme n'a pas été réduit par l'Administration, ce qui en dit beaucoup en ces temps d'austérité budgétaire.

G. CONCLUSION

Je n'ai pas encore examiné la question de la stabilité des pays avec lesquels nous entretenons des relations amicales et

l'incidence que les taux d'accroissement de la population peuvent avoir sur ces pays. Manifestement, les pays avec lesquels nous entretenons des relations amicales n'ont pas tous été des modèles de politique économique stable et il se pourrait que le processus d'ajustement soit coûteux pour eux comme pour nous.

Pour terminer, je tiens à réitérer l'importance de l'impact des services de planning familial volontaire sur les pays en développement. Pour la famille, la possibilité de décider, librement et en toute conscience de ses responsabilités, du nombre et de l'espacement de ses propres enfants est essentielle. Pour une mère, il se peut que la possibilité d'espacer ou de limiter ses grossesses représente la différence entre la maladie et la santé, entre la vie et la mort. Pour les enfants, il se peut que le fait d'être espacés raisonnablement leur donne la chance d'avoir une nutrition adéquate ou même la chance de survivre. Pour la famille, il se peut que moins de grossesses, bien espacées, donnent à tous les enfants une plus grande chance de recevoir une éducation. Pour les parents, cela peut signifier le contrôle de leurs propres décisions ainsi que la possibilité d'éviter l'avortement tragique qui est souvent leur dernier recours. Pour un père et une mère confrontés à la pauvreté et à la désintégration des

systèmes de soutien traditionnel, le planning familiale peut signifier un allègement des fardeaux sur la structure familiale. Pour ces seules raisons, les programmes de planning familial international devraient être appuyés.

Enfin, nous croyons que l'expérience de l'Asie et de l'Afrique est un bon exemple de planning familial et de croissance économique. En conséquence, nous considérons le planning familial et les politiques économiques comme des éléments mutuellement favorables de la croissance économique.

¹ Kathy A. London et al., 1985. Fertility and Family Planning Surveys, mise à jour, dans Population Reports, Série M, n° 8, septembre/octobre

² Lincoln C. Chen et al., 1981, Estimating and Partitioning the Mortality Impact of Several Modern Medical Technologies on Basic Health Services, dans IUSSP International Population Conference Proceedings, Manille, Vol. 2.

³ Deborah Maine et Regina McNamara, 1985, Birth Spacing and Child Survival, Columbia University.

4 James Trussel et Anne Pebley, 1984, The Potential Impact of Changes in Fertility on Infant, Child and Maternal Mortality, dans Studies in Family Planning, Vol. 15, n° 6, 1ère partie, novembre/décembre.

5 Ward Rinehart, 1984. Healthier Mothers and Children through Family Planning, dans Population Reports, Série J, n° 27, mai/juin .

6 Laurie S. Liskin, 1980. Complications of Abortion in Developing Countries, dans Population Reports, Série F, n° 7, juillet.

7 Dorothy Nortman et al, 1985. A Cost-benefit Analysis of the Family Planning Program of the Mexican Social Security Administration, document soumis à l'IUSSP, Conférence internationale sur la population.

8 Deborah Maine, 1981. Family Planning: Its Impact on the Health of Women and Children, Columbia University.

25 novembre 1985